

# LE PRÉSIDENT HOUPHOUET VOUS PARLE...



Président de la République  
de Côte d'Ivoire

(Suite en page 4)

# Le message du Chef de l'État à la nation

(Suite de la page 1)

## UNITÉ, STABILITÉ ET CONFIANCE

Oui, jamais la Côte d'Ivoire ne s'est avancée aussi avant sur la voie du progrès; jamais, non plus, Ivoiriens et Ivoiriennes, nous n'avons pu, aussi légitimement, ressentir l'impression de constituer une nation dans un pays uni, puisqu'au cours de cette année, nous avons encore gagné en équilibre et en unité, en variété et en profondeur, et cela, oui, dans tous les domaines et à tous les points de vue.

Ainsi donc nos efforts et nos sacrifices nous valent aujourd'hui une nouvelle progression. Ils justifient que notre Côte d'Ivoire soit unanimement considérée comme un pays véritablement en voie de développement. Et cela, sachant bien, d'une cause première: de la trilogie de l'UNITÉ, de la STABILITÉ et de la CONFIANCE. Unité autour de notre parti, autour de ses objectifs et autour de ses chefs. Stabilité intérieure, qui nous donne déjà beaucoup par elle-même, mais qui, de surcroît, constitue le fondement essentiel de la confiance. La confiance, oui, atout indispensable au développement, aussi difficile à obtenir que facile à perdre, confiance accordée ou refusée selon les seuls mérites des individus ou des collectivités.

Nous avons certes le droit d'en être fiers.

Mais nous avons, aussi, le devoir d'être ambitieux pour notre pays. C'est donc vers les pays les plus avancés, vers ceux dont le rythme de développement est le plus rapide, vers ceux qui tirent le meilleur parti de leurs richesses et vers ceux qui savent le mieux mettre leur prospérité au service de l'HOMME, qu'il nous faut tourner nos regards pour essayer de poursuivre notre progression. Car, puissants ou plus modestes, grands ou grandissants, ce sont ces pays là qui importent, par leurs moyens ou par leur exemple.

## PAIX PROSPÉRITÉ BONAÏRE

Une nouvelle année va commencer dans quelques heures. Que sommes-nous en droit d'attendre d'elle? Il y a, d'abord, ce que nous pouvons souhaiter: LA PAIX et la prospérité, le bonheur et un mot, pour tous les hommes de bonne volonté. Nous souhaitons que Dieu et les hommes veuillent bien nous l'accorder.

Il y a ensuite ce que nous pouvons favoriser à l'extérieur. Mais il y a aussi et surtout ce que nous pouvons faire chez nous, ce qui dépend de nous.

Que l'année 1969 soit notre pays réaliser de nouveaux progrès dans l'ordre économique et dans l'ordre social est une certitude: nous avons pour cela réuni, en temps opportun, les moyens nécessaires, nous avons opéré les choix et pris les décisions appropriées.

Mais il faut que, l'année prochaine, nos progrès soient amplifiés par l'ardeur accrue que nous apporterons chacun à notre tâche; et il faut aussi que ces progrès profitent de manière comparable à tous ceux qui, en Côte d'Ivoire, concourent à la prospérité générale.

Amplifier nos progrès et faire que le développement des biens s'accompagne de l'épanouissement des individus, cela dépend de nous, de nous tous.

Des travailleurs et de leur souci de fournir des produits, des biens et des services plus satisfaisants pour ceux qui les consomment, qui les utilisent ou qui les sollicitent.

Cela dépend des fonctionnaires, de leur volonté de dépasser certaines ambitions pour agir en fonction de l'intérêt général, de la modestie que leur inspirent la situation et les besoins du pays, enfin de la constance qui les fera choisir inlassablement l'indispensable par rapport à l'utile, le mieux par rapport au bien, le plus durable et le moins coûteux par rapport à l'éphémère et au dispendieux.

Cela dépend des chefs d'entreprise et, notamment, de la manière dont ils sauront trouver, d'abord par eux-mêmes et en eux-mêmes, la possibilité de créer, de faire évoluer ou de développer leurs «maisons»; de leur réel souci de faire, qu'en Côte d'Ivoire, celles-ci constituent des cellules où chacun aura la faculté de comprendre et de s'élever.

Cela dépend aussi des responsables de ce pays et de la façon dont ils se surpasseront, dont ils feront preuve d'efficacité, d'imagination et de cette qualité difficile mais indispensable qu'est le COURAGE INTELLIGENT: ce courage dont un responsable digne de ce nom a besoin pour affirmer constamment la primauté de la nation et pour préserver les chances de la collectivité nationale, vis-à-vis de tous.

## FAVORISER LE SOCIAL

D'autre part, il est en notre pouvoir de mettre l'accent, au cours de l'année prochaine, sur tel ou tel point. Et notre intention est bien de favoriser les actions à caractère social, de manière que les Ivoiriens profitent davantage de la prospérité économique, que ce soit par la diffusion de l'enseignement et de la culture, par le renforcement de l'appareil sanitaire et par l'amélioration des conditions de vie, de logement et de rémunération faites aux salariés.

Déjà, en 1968, un effort particulier a été réalisé dans le domaine de l'habitat et les douze mille écoutes ont vu se construire de très nombreux logements. Mais nous savons que ces résultats s'avèrent insuffisants par rapport à l'immensité des besoins et nous avons dit, aussi, que le gouvernement, conscient et préoccupé de cet état de choses, considérait la solution de ce problème comme une priorité nationale.

Depuis lors, les ressources ont été dégagées, à l'intérieur et à l'extérieur, et des mesures ont été adoptées, qui commenceront à être exécutées dès le début de l'année prochaine. Chacun connaîtra bientôt que des moyens hors du commun sont affectés à l'heureux règlement d'un problème lui aussi hors du commun.

L'État fera beaucoup, tout ce qui est en son pouvoir. Mais, dans un pays où l'entreprise privée recueille les garanties, les satisfactions et les encouragements, qui sont à juste titre les siens, il est souhaitable et nécessaire qu'elle assume, elle aussi, sa part dans cette opération.

Quelques initiatives ont déjà été prises dans ce sens: le souhaite qu'elles s'étendent, qu'elles se multiplient et que les pouvoirs publics leur prêtent tout leur concours.

En 1968, les travailleurs de Côte d'Ivoire — en plein accord avec le parti, avec le gouvernement et avec leurs employeurs — ont obtenu divers avantages notables. Dans tous les pays — dans tous les pays libres et libérés, du moins — il est de règle que la prospérité générale et que les progrès de la productivité aillent de pair avec une amélioration de la condition salariale: ce qui est vrai et bon pour les autres pays, ce qui, dans ces cas-là, contribue, du reste, à l'accroissement de la prospérité et au renforcement de l'équilibre général, doit être vrai et bon pour la Côte d'Ivoire.

Il est clair, par conséquent, que les avantages de 1968 ne représentent pas un aboutissement, mais une étape dans un processus que tous veulent favoriser; tout, c'est-à-dire, les pouvoirs publics, les travailleurs et les employeurs, qui, s'installant en Côte d'Ivoire, ont accepté les lois, les contraintes et les perspectives d'une économie moderne.

D'ailleurs, il doit être non moins clair que personne ici ne songe à compromettre le caractère concurrentiel des entreprises existantes ou futures. Nous rejetons comme mortel, démagogique et mortel, tout ce qui traiterait de la confiance: celle-ci fut la clé de notre succès à tous; nous entendons bien, tous, qu'elle le reste.

Il ne s'agit donc que de notre légitime désir de voir travailleurs et employeurs bénéficier, de façon égale et équitable, des fruits que leur action solidaire et la conjonction leur permettraient de recueillir.

## COOPERATION ET FRATERNITÉ

C'est dans le même état d'esprit, fait de réalisme et de franchise, qu'il convient, désormais, d'aborder l'importante et délicate question de l'Afrique du sud-ouest, dont de nombreux échanges de vues, études et réflexions ont déjà permis de préciser le contenu. C'est dans la confiance, et pour renforcer cette confiance, qu'il importe d'envisager résolument ce problème: chacune des parties sait, d'ailleurs, que toute solution doit être compatible avec les exigences, toujours plus sévères, de la compétition économique internationale, et qu'elle doit répondre, dans le même temps, aux aspirations profondes d'une jeune nation.

Sans doute est-il, à présent, très souhaitable que le cœur éclairé et précède la raison. Peut-être aussi la sagesse ne se conçoit-elle plus sans une certaine dose de hardiesse?

Nous attendons beaucoup de l'année 1969: non seulement des opérations déjà engagées, mais de celles que nous venons de décider ou que nous nous apprêtons à lancer: car l'année 1969 nous verra entreprendre le barrage de Kossou et confirmera peut-être notre espoir de tirer de notre sous-sol les ressources, qui, jusqu'à présent, nous ont fait défaut.

C'est également au cours de l'année prochaine que la mise en valeur du Sud-Ouest entrera dans une phase décisive et qu'apparaîtront les premiers effets sensibles de cette action, la plus importante certainement parmi toutes celles que nous avons entreprises depuis huit ans. Et puis, mes chers compatriotes, il y aura aussi, l'année prochaine, ce que nous pourrions favoriser de notre mieux: la coopération avec tous ceux qui acceptent de s'y prêter en respectant notre indépendance et ce qui en découle: le renforcement de nos relations avec nos amis, si constants et si précieux; la fraternité avec ces pays d'Afrique, qui, toujours plus nombreux, répondent pleinement à notre désir d'établir avec eux des rapports naturellement privilégiés; et il y aura, aussi, la collaboration de plus en plus poussée que nous sommes tout à fait disposés à développer avec nos voisins anglophones, les résultats toujours plus concrets de notre entente, vieille et forte de ses huit années d'existence et d'activité; il y aura la vie de notre Organisation Commune Africaine et Malgache, si chère à nos cœurs pour ce qu'elle est et pour la magnifique espérance, que puise en elle la cause de l'Unité Africaine.

## LA TRAGÉDIE DU BIAFRA

Il y aura enfin cette tragédie du BIAFRA qui nous bouleverse et qui nous peine en tant qu'hommes, en tant que citoyens libres et en tant qu'Africains.

En tant qu'hommes, car ce qui se passe au Biafra constitue avant tout un immense drame humain, qui a déjà englouti des centaines de milliers de vies humaines, des vies d'hommes (responsables ou de combattants, mais aussi des vies de femmes, de vieillards et d'enfants innocents).

En tant que citoyens d'un pays, qui a appris et qui sait par expérience à quel obstacle, à quels arguments, à quelles calomnies se heurte presque inévitablement un peuple désireux d'assumer la responsabilité de son destin.

En tant qu'Africains, déplorant la triste publicité ainsi faite à notre continent, regrettant que ce problème nous détourne, peu ou prou, de la voie de l'unité et retrouvant hélas dans l'apathie d'une bonne partie des dirigeants et de l'opinion internationale, dans cette indifférence nuancée de mépris ou d'amusement les relents d'un racisme et d'un colonialisme innés.

Sur ce sujet douloureux, notre pays a clairement exprimé sa position. Ne possédant, à l'évidence, aucun intérêt présent ou futur à voir cette épreuve de force se dénouer au profit de l'une ou de l'autre partie, nous avons estimé pouvoir et devoir faire entendre la voix de notre pays.

Parce qu'il s'agit d'une affaire à laquelle personne ne peut demeurer étranger, tous les Etats africains ont exprimé leurs vœux sur le problème biafra.

Trois d'entre eux et nous, avons adopté une attitude qui consiste à tenter d'aider à dégager une solution humaine acceptable pour les parties en cause.

Certains se sont ralliés à une attitude différente de la nôtre. Et les autres, enfin, n'ont adopté aucune position officielle, ce qui, contrairement à ce qu'ils peuvent pen-



Le Chef de l'État prononçant son message

ser et en dépit du caractère assurément respectable de leurs mobiles, est malheureusement interprété par beaucoup comme un encouragement à rechercher par les armes une solution, qui, pourtant, ne peut résulter que du dialogue et de la négociation.

## UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

Nous respectons toutes ces positions et nous nous abstentions de les juger. Nous souhaitons que les mêmes dispositions d'esprit prévalent à l'égard de ceux qui, à partir d'un état de fait patent et à tous points de vue regrettable, ont fait connaître leur point de vue et en ont tiré toutes les conséquences compatibles avec leur souci de voir notre continent en paix et uni, même dans la diversité, plutôt que de laisser exploiter cyniquement leurs malheureuses divisions par ceux qui veulent étendre leur hégémonie dans le monde.

En faveur de qui les armées ou les accords trancheront? Est-ce bien de cela qu'il s'agit pour nous?... Des hommes souffrent, nous les secourons; des enfants vont mourir, que nous accueillons. Est-il d'autre attitude concevable pour des hommes et pour des Africains? Ne nous faut-il pas là encore, dépasser certains réflexes, certains intérêts ou certains égocismes pour accomplir notre devoir de solidarité à l'égard de nos frères éprouvés, comme ces derniers le feraient pour nous, si, par malheur, nous nous trouvions dans la même situation?

L'Afrique, dans cette affaire, s'égare, se divise et semble perdre de vue l'essentiel: nous le dénonçons, en africains, en responsables.

Après tant de morts, de ruines, de misère sans nom, la vie dans un ensemble fraternel est-elle encore possible pour le Biafra?

Le Biafra veut être indépendant; en a-t-il le droit?

Ce n'est pas nous qui répondrons à ces questions. Dix huit mois de résistance féroce et des centaines de milliers de cadavres suffisent à cela. Lorsqu'un drame humain atteint ces dimensions, c'est en hommes et seulement en hommes que nous vibrons, que nous parlons et que, dans toute la mesure du possible, nous agissons.

En tant qu'hommes et en tant qu'État, nous avons amplement démontré notre attachement au droit et ce que nous étions capables de lui sacrifier, le cas échéant. Néanmoins, nous ne pouvons accepter d'être les esclaves du droit, lorsque celui-ci est abusivement brandi pour étouffer dans le sang la voix de la liberté et celle de la justice. Chacun est libre de retracer les valeurs suprêmes de son choix: nous avons fait le seul choix compatible, à notre sens, avec notre conscience d'hommes. Ivoiriens et Ivoiriennes! Soyez heureux au 20ème siècle, jouez un rôle modeste mais réel dans le concert des nations, cela réclame qu'un certain nombre de conditions, notamment économiques et sociales, soient réunies.

## SUR LA BONNE VOIE

Entre nous, nous avons toujours employé le langage chaleureux de la franchise et de la vérité. Eh bien, c'est là, je ne puis vous dire que toutes ces conditions se sont réunies au cours de l'année prochaine.

Quelles qu'aient été les raisons, — et elles sont multiples et complexes — le retard, dont nous souffrons s'est accumulé pendant des siècles: nous ne pouvons espérer le combler en quelques années. Cela, chacun le sait et l'accepte avec courage.

Mais, ce que nous savons aussi, vous et moi, c'est que le temps nous permettra de refaire ce que le temps a fait; c'est que nos efforts, l'aide de nos amis et les techniques modernes peuvent nous faciliter la besogne et accélérer le cours des événements; c'est qu'en une génération, nous avons non seulement avancé mais parcouru une distance que d'autres mirent parfois plusieurs siècles à franchir. C'est que si la route est longue, nous sommes sur la bonne voie, nous nous en rendons compte, nous avons la foi, du même espoir le regard tourné vers un même but. Et ce but est, là-bas, à notre portée.

Revenons sur le passé, plus vite et encore plus unis. Alors, comme par enchantement, avançons. Et, avec l'aide de Dieu et grâce à nos efforts, l'année 1969 sera encore une année ivoirienne, une année de paix, une année de progrès, une année de fraternité.

FELIX HOUPHOUËT-BOIGNY

## PRÉSENTATION DE VŒUX AU CHEF DE L'ÉTAT

Selon la tradition le Président de la République recevra, le mercredi 1er Janvier 1969 dans le grand salon du Palais de la Présidence, les vœux du Nouvel An du Corps Diplomatique et des Corps constitués.

La cérémonie se déroulera dans l'ordre suivant :

- 9 h 45 : Le Président de l'Assemblée nationale
- Le Président du Conseil Economique et Social
- Le Président de la Cour Suprême
- 9 h 50 : Les membres du Gouvernement
- 10 h 00 : Le Corps Diplomatique (échange d'allocutions entre le Président et le Doyen)
- 10 h 10 : Le Représentant résident des Nations-Unies et les Chefs des Missions des Institutions spécialisées.
- 10 h 15 : Les membres du Bureau politique
- 10 h 20 : Le Bureau de l'Assemblée nationale conduit par le vice-président
- 10 h 25 : Le Bureau du Conseil Economique et Social conduit par le vice-président
- 10 h 30 : Les conseillers de la Cour Suprême conduit par le vice-président

- 10 h 35 : Le Grand Chancelier de l'Ordre national et le Conseil de l'Ordre
- 10 h 40 : Le Préfet du Sud et le Secrétaire général de la préfecture
- 10 h 45 : Le Maire et le Conseil Municipal d'Abidjan
- 10 h 50 : Les Représentants des différents cultes
- 10 h 55 : Le Chef d'Etat-major et les Officiers de son Etat-major
- 11 h 00 : Les Magistrats de la Cour d'Appel du Tribunal de première Instance et des Parquets
- 11 h 05 : Le Recteur de l'Université, le Conseil et les professeurs
- 11 h 10 : L'Association des Femmes de Côte d'Ivoire
- 11 h 15 : Le Conseil de l'Ordre des Avocats et les officiers ministériels
- 11 h 20 : Le Conseil de l'Ordre des médecins Le Conseil de l'Ordre des pharmaciens
- 11 h 25 : Le Comité exécutif de l'Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire
- 11 h 30 : Les Chambres Consulaires